



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique sociale

Question au Gouvernement n° 1710

Texte de la question

EUROPE SOCIALE

M. le président. La parole est à Mme Danielle Auroi.

Mme Danielle Auroi. Monsieur le Premier ministre, ma question, à la veille des élections européennes, portera sur le rôle décisif que la France peut jouer pour donner enfin à l'Union l'élan de justice sociale que nous appelons de nos vœux. Hier, lors de votre discours de politique générale, vous avez justement souligné qu'il appartient à l'Europe d'apporter des réponses concrètes aux attentes des peuples.

Or les peuples de l'Union sont exténués. Ils demandent d'abord de pouvoir vivre décemment, se loger, se soigner, s'alimenter correctement, avoir un emploi digne et un horizon dégagé pour leurs enfants. Vous l'avez dit, l'euro fort pénalise et entretient des politiques d'austérité décriées par le FMI lui-même. Il vaut mieux miser sur les investissements d'avenir, qu'il s'agisse de la jeunesse ou de la transition énergétique, créatrice d'emplois.

Même l'aspect économique et monétaire de l'Union doit avoir une forte dimension sociale. C'est indispensable, et la France peut impulser cette réorientation.

Un espoir de justice semble d'ailleurs se dessiner après les déclarations, lundi, du ministre des finances français et de son homologue allemand en faveur de la taxe sur les transactions financières. Cette taxe, dite aussi taxe Tobin, les écologistes et la gauche l'attendent depuis longtemps au niveau européen. Je partage d'ailleurs avec Harlem Désir de nombreux souvenirs de lutte commune à ce sujet.

Plusieurs députés du groupe UMP . Ah !

Mme Danielle Auroi. Cette taxe serait une première réponse de solidarité et un frein à la toute-puissance des lobbies financiers. Les peuples européens doivent savoir que nous ne voulons plus que la Commission les sacrifie sur l'autel de l'ultralibéralisme. Dans quelques semaines, nos concitoyens auront entre leurs mains le destin de l'Union. Montrons-leur qu'il est possible de faire le choix d'une Europe plus solidaire.

Monsieur le Premier ministre, lors des prochains rendez-vous avec nos partenaires européens, pourrez-vous faire pleinement entendre la voix de la France pour cette Europe sociale ? Votre tout nouveau gouvernement a la lourde responsabilité de faire renaître un espoir européen. *(Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste.)*

M. le président. Mes chers collègues, puisqu'il s'agit de la première séance de questions depuis la reprise de nos travaux, je voudrais vous appeler à être un peu plus silencieux. Ce bruit est très désagréable pour ceux qui interviennent et pour ceux qui nous regardent. Je suis sûr que vous avez entre vous des échanges très

importants, mais faites-le à l'extérieur. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, *ministre des finances et des comptes publics.* Madame Auroi, votre intervention pose à juste titre la question de l'équilibre dans une Europe que nous voulons au service des peuples et de chacun des citoyens qui la composent.

M. Sylvain Berrios. Et l'inversion de la courbe ?

M. Michel Sapin, *ministre.* Certes, l'Europe doit être un espace économique fort, capable de parler au monde grâce à la puissance de son économie, de son innovation, de ses industries.

Mais l'Europe doit aussi être un espace de justice, par rapport à lui-même, par rapport aux autres, et par rapport aux transactions financières. Vous avez raison, madame, d'insister à nouveau sur la nécessité de mettre en place une taxe sur les transactions financières qui constitue un élément de régulation pour éviter les mouvements anarchiques et court-termistes qui ne pensent qu'aux gains immédiats et non aux conséquences à long terme pour l'économie et les peuples d'Europe. Nous avons besoin de cet outil.

Il faut aussi une taxe sur les transactions financières qui permette de rapporter de l'argent, une ressource au service de la solidarité, y compris la solidarité à l'égard d'autres peuples du monde, et du monde en développement qui a aussi besoin de notre appui. Un travail considérable a déjà été fait et vous savez que la France est extrêmement ambitieuse sur ce sujet.

Lundi dernier, lors de mes conversations avec M. Schäuble, mon homologue allemand, nous avons affirmé ensemble la nécessité d'une première étape significative et réelle, avant les prochaines élections européennes, pour que chacun des peuples d'Europe voie le progrès qui est aujourd'hui en cours.

Il en va de même de l'Europe sociale, qui doit être la deuxième jambe d'une Europe qui avance. Une Europe économique solide, une Europe sociale enfin de retour, voilà notre projet. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC et sur les bancs du groupe écologiste.*)

Données clés

Auteur : [Mme Danielle Auroi](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (3^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1710

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 avril 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [10 avril 2014](#)